

The press review

21-31 October 2013

Prepared by Transparency International Luxembourg

Disclaimer

Cette revue de presse est compilée par Transparency International Luxembourg. Les idées et opinions exprimées dans les articles cités sont fournies à titre d'information uniquement et ne représentent pas les idées et opinions de Transparency International Luxembourg, qui s'en distance formellement. La véracité et l'exactitude des documents repris ou cités dans cette revue de presse n'a pas été confirmée par Transparency International Luxembourg. Pour toutes questions concernant ce service, nous vous prions de bien vouloir contacter notre bureau au numéro de téléphone 26 38 99 29 ou par e-mail : secretariat@transparency.lu

Information importante « hotline anti corruption »

Nous vous rappelons que nous avons mis en place une « hotline » qui permet d'obtenir aide et assistance gratuite pour les particuliers pour tout fait constitutif de corruption au sens large ou de trafic d'influence (en tant que victime ou de témoin).

Vous pouvez nous joindre à cet effet par téléphone au numéro 26 38 99 29, par e-mail info@transparency.lu ou alors directement en nos bureaux situés au 11C, Bd. Joseph II, Luxembourg.

International news

Le Monde

Les révélations d'Edward Snowden, un séisme planétaire

Le Monde.fr | 21.10.201

Traître ou héros ? *"Ni l'un ni l'autre"*, avait répondu Edward Snowden en juin, depuis son premier exil à Hongkong. *"Je suis un Américain."* A l'époque, à Washington, l'establishment le traînait dans la boue. *"Ce n'est pas un patriote"*, a lâché Barack Obama en août. Il évitait ainsi de reprendre l'étiquette de *"traître"* immédiatement accolée à l'informaticien de 30 ans tant par le secrétaire d'Etat, John Kerry, que par la représentante démocrate, Dianne Feinstein, et le président (républicain) de la Chambre, John Boehner.

Un traître ? 39 % des Américains qualifient ainsi Edward Snowden, selon un sondage publié en septembre, tandis que 35 % voient en lui un *"patriote"* (un quart n'a pas d'opinion). Mais, de façon significative, les jeunes sont nettement plus nombreux à l'encenser, les personnes âgées à le condamner. Quatre mois après le début de ses révélations, l'ancien collaborateur de la NSA reste poursuivi aux Etats-Unis pour *"espionnage"* et *"vol de documents appartenant au gouvernement"*. Mais le retentissement des fuites qu'il a distillées a atteint une telle ampleur, touché des questions de libertés publiques si sensibles, troublé à ce point l'opinion que rares sont désormais les voix qui s'élèvent publiquement pour exiger le châtimement du pécheur.

Comme si, en révélant l'intrusion des autorités américaines dans les vies privées et leur culte du secret, en dénonçant la prégnance sans contrepoids des arguments sécuritaires et la complicité des grandes sociétés du Web prétendument *friendly*, le lanceur d'alerte avait convaincu de la sincérité de son projet et rallié des sympathies. Même si le choix – forcé – de Moscou et les appels du pied de pays hostiles aux Etats-Unis (Venezuela, Cuba, etc.) ont pu jeter le trouble.

Les Américains ont appris successivement que les métadonnées de leurs conversations téléphoniques – qui appelle qui ? quand ? – étaient recueillies et conservées ; qu'en dépit des discours rassurants sur le ciblage exclusif des étrangers, leurs courriels internationaux subissaient le même sort ; que les grandes sociétés du Web avaient donné les clés de leurs *clouds* ("nuages") à la NSA, et que celle-ci avait obtenu l'inclusion dans les systèmes de communication de programmes permettant de déjouer les cryptages.

OBAMA ET POUTINE

Très vite, en outre, les révélations de l'informaticien surdoué ont pris une dimension internationale. Parti de Hongkong, l'effet Snowden a essaimé sur la planète entière, à l'instar des réseaux mondiaux de communication surveillés par l'agence. Etayées à chaque fois par de nouveaux documents, les révélations sur le déploiement des "*grandes oreilles*" américaines, non seulement en direction des pays hostiles, mais aussi dans les enceintes d'institutions et pays amis (Nations unies, Union européenne, Brésil, etc.), ont mis en cause la confiance qu'entendent inspirer les Etats-Unis. Les flammèches lancées par Snowden ont déclenché plusieurs crises diplomatiques : Barack Obama a annulé le tête-à-tête prévu au G20 de Saint-Petersbourg avec Vladimir Poutine, après que la Russie a, le 1^{er} août, accordé l'asile au fugitif.

Puis l'écho planétaire du "Snowdengate" s'est répercuté au Brésil, lorsque la chaîne de télévision Globo a révélé que les Etats-Unis avaient placé sur écoute la présidente Dilma Rousseff, entraînant la fureur des autorités et l'annulation de l'importante visite que la chef de l'Etat brésilienne devait effectuer aux Etats-Unis en octobre. Sans cesse mis en avant, l'argument de la "*lutte contre le terrorisme*" a vacillé lorsque d'autres documents ont révélé que la NSA écoutait aussi des entreprises comme le géant pétrolier Petrobras.

L'Europe, elle aussi, a vécu au rythme des répliques du séisme Snowden : le scandale de la NSA a réveillé les démons de la Stasi – l'ancienne police politique est-allemande – en Allemagne. En pleine campagne électorale, Angela Merkel s'est vu reprocher l'ampleur de la coopération des services secrets allemands. A Paris, l'Elysée s'est cabré en apprenant, le 1^{er} septembre, que les Américains avaient consciencieusement écouté le Quai d'Orsay. Même l'image de la Grande-Bretagne, gardienne de la liberté d'expression, a été écornée avec l'interpellation, à Heathrow, du compagnon de Glenn Greenwald, puis l'injonction gouvernementale faite au *Guardian* de détruire les disques durs contenant les documents d'Edward Snowden. L'ombre de la NSA pèse désormais sur l'Europe entière, compromettant même les négociations en vue d'un traité de libre-échange UE-Etats-Unis.

Dans plusieurs pays européens, des ONG de défense des droits de l'homme – Fédération internationale des ligues des droits de l'homme et Ligue des droits de l'homme en France – ont porté plainte devant la justice contre l'intrusion de la NSA dans les communications privées. Les commissions nationales de l'informatique et des libertés européennes ont saisi la Commission de Bruxelles et entrepris une évaluation du programme américain de surveillance des données personnelles. Mais les révélations sur les pratiques similaires des services de renseignement européens et leur coopération avec la NSA ont suscité finalement peu de réactions, révélant un affaiblissement des contre-pouvoirs pour défendre des libertés publiques.

"UN GARS ÉTRANGE"

Logiquement, la Chine et la Russie ont tenté de tirer profit du trouble jeté par Edward Snowden. Habités à recevoir des leçons de Washington en matière de libertés sur l'Internet et

de cyberespionnage, Pékin et Moscou ont eu beau jeu de retourner le compliment. *"Washington accuse la Chine d'espionnage informatique, mais il apparaît qu'aux Etats-Unis la plus grande menace pesant sur [...] les libertés individuelles est le pouvoir sans contrôle du gouvernement"*, a pu commenter le *China Daily*. Quant à la Russie, elle s'est targuée d'accueillir et de protéger un défenseur des libertés, même si l'ancien du KGB qu'est Vladimir Poutine ne voit pas forcément d'un bon œil la mise au jour de l'arrière-cuisine des services secrets, même américains.

"C'est un gars étrange", a estimé le président russe début septembre. *Il s'est condamné à une vie bien difficile.* De fait, Edward Snowden a obtenu un asile temporaire d'un an à condition, a insisté M. Poutine, qu'il cesse toute révélation pouvant *"nuire aux partenaires américains"*. L'informaticien vit dans un lieu tenu secret, hors de Moscou, au nom de sa sécurité, insistent les autorités. Un site russe proche du Kremlin a publié, le 7 octobre, une photo floue d'un homme poussant un chariot de supermarché censée le représenter.

Cette *"preuve de vie"* tenue a été étayée, trois jours plus tard, par la visite rendue au fugitif, quelque part en Russie, par quatre Américains, anciens de la CIA, du FBI ou de la NSA, mais qui en ont dénoncé les pratiques et soutiennent M. Snowden. Après lui avoir remis en personne un *"prix pour l'intégrité dans le renseignement"*, ils ont affirmé n'avoir recueilli aucun indice d'un contrôle des services de sécurité russes sur sa personne, ce dont doutent des observateurs. Celui qui voulait devenir *"un Jésus-Christ de l'ère digitale sans être crucifié"* risque désormais de terminer sa vie *"sous le strict contrôle du FSB [ex-KGB] qui lui ordonnera de faire toutes sortes de déclarations ridicules aux médias"*, a écrit la journaliste russe Ioulia Latynina dans *The Moscow Times*. Tel n'a pas été le cas jusqu'à présent.

Pour l'heure, Edward Snowden apparaît comme une prise de choix pour la Russie. Son père, Lon, qui a pu lui rendre visite le 10 octobre, a exprimé son *"extrême gratitude"* aux autorités russes pour la sécurité et la liberté dont il jouit, selon lui. A la télévision d'Etat, il a adressé ses remerciements au président Poutine et à l'avocat de son fils, Anatoli Koutcherena. Ce dernier, un avocat de renom proche des autorités, insiste sur les dangers que court son client : *"Il est recherché par une superpuissance, par le gouvernement américain [...] Cela représente une menace sérieuse."* M^e Koutcherena, 53 ans, est membre de la Chambre civile, un organe consultatif créé par le Kremlin et censé promouvoir les intérêts de la société civile. Il appartient aussi au Conseil consultatif civil près le ministère de l'intérieur. Outre Edward Snowden, l'avocat – que *Le Monde* a sollicité, en vain – défend actuellement le *"roi de la potasse"*, le milliardaire daghestanais Suleiman Kerimov, mis en examen pour escroquerie en Biélorussie. Il a été l'avocat d'hommes d'affaires et de responsables politiques dans des dossiers de financement politique illégal et des affaires de mœurs.

L'informaticien américain, lui, n'est pas poursuivi en Russie, mais il a besoin de protection et de discrétion, a indiqué M^e Koutcherena dans l'une de ses rares déclarations publiques. A l'entendre, Edward Snowden reçoit de nombreuses offres d'emploi, lit Dostoïevski et apprend le russe. Il se promène "*librement dans la rue*". Mais une expression lui est déjà familière : "*Tiajko, tiajko.*" Autrement dit : "*C'est dur, dur.*"

theguardian

NSA monitored calls of 35 world leaders after US official handed over contacts

October 24th

- *Agency given more than 200 numbers by government official*
- *NSA encourages departments to share their 'Rolodexes'*
- *Surveillance produced 'little intelligence', memo acknowledges*

The National Security Agency monitored the phone conversations of 35 world leaders after being given the numbers by an official in another US government department, according to a classified document provided by whistleblower Edward Snowden.

The confidential memo reveals that the NSA encourages senior officials in its "customer" departments, such as the White House, State and the Pentagon, to share their "Rolodexes" so the agency can add the phone numbers of leading foreign politicians to their surveillance systems.

The document notes that one unnamed US official handed over 200 numbers, including those of the 35 world leaders, none of whom is named. These were immediately "tasked" for monitoring by the NSA.

The revelation is set to add to mounting diplomatic tensions between the US and its allies, after the German chancellor Angela Merkel on Wednesday accused the US of tapping her mobile phone.

After Merkel's allegations became public, White House press secretary Jay Carney issued a statement that said the US "is not monitoring and will not monitor" the German chancellor's communications. But that failed to quell the row, as officials in Berlin quickly pointed out that the US did not deny monitoring the phone in the past.

Arriving in Brussels for an EU summit Merkel accused the US of a breach of trust. "We need to have trust in our allies and partners, and this must now be established once again. I repeat that spying among friends is not at all acceptable against anyone, and that goes for every citizen in Germany."

The NSA memo obtained by the Guardian suggests that such surveillance was not isolated, as the agency routinely monitors the phone numbers of world leaders – and even asks for the assistance of other US officials to do so.

The memo, dated October 2006 and which was issued to staff in the agency's Signals Intelligence Directorate (SID), was titled "Customers Can Help SID Obtain Targetable Phone Numbers".

It begins by setting out an example of how US officials who mixed with world leaders and politicians could help agency surveillance.

"In one recent case," the memo notes, "a US official provided NSA with 200 phone numbers to 35 world leaders ... Despite the fact that the majority is probably available via open source, the PCs [intelligence production centers] have noted 43 previously unknown phone numbers. These numbers plus several others have been tasked."

The document continues by saying the new phone numbers had helped the agency discover still more new contact details to add to their monitoring: "These numbers have provided lead information to other numbers that have subsequently been tasked."

But the memo acknowledges that eavesdropping on the numbers had produced "little reportable intelligence". In the wake of the Merkel row, the US is facing growing international criticism that any intelligence benefit from spying on friendly governments is far outweighed by the potential diplomatic damage.

The memo then asks analysts to think about any customers they currently serve who might similarly be happy to turn over details of their contacts.

"This success leads S2 [signals intelligence] to wonder if there are NSA liaisons whose supported customers may be willing to share their 'Rolodexes' or phone lists with NSA as potential sources of intelligence," it states. "S2 welcomes such information!"

The document suggests that sometimes these offers come unsolicited, with US "customers" spontaneously offering the agency access to their overseas networks.

"From time to time, SID is offered access to the personal contact databases of US officials," it states. "Such 'Rolodexes' may contain contact information for foreign political or military leaders, to include direct line, fax, residence and cellular numbers."

The Guardian approached the Obama administration for comment on the latest document. Officials declined to respond directly to the new material, instead referring to comments delivered by Carney at Thursday's daily briefing.

Carney told reporters: "The [NSA] revelations have clearly caused tension in our relationships with some countries, and we are dealing with that through diplomatic channels.

"These are very important relations both economically and for our security, and we will work to maintain the closest possible ties."

The public accusation of spying on Merkel adds to mounting political tensions in Europe about the scope of US surveillance on the governments of its allies, after a cascade of backlashes and apologetic phone calls with leaders across the continent over the course of the week.

Asked on Wednesday evening if the NSA had in the past tracked the German chancellor's communications, Caitlin Hayden, the White House's National Security Council spokeswoman, said: "The United States is not monitoring and will not monitor the

communications of Chancellor Merkel. Beyond that, I'm not in a position to comment publicly on every specific alleged intelligence activity."

At the daily briefing on Thursday, Carney again refused to answer repeated questions about whether the US had spied on Merkel's calls in the past.

The NSA memo seen by the Guardian was written halfway through George W Bush's second term, when Condoleezza Rice was secretary of state and Donald Rumsfeld was in his final months as defence secretary.

Merkel, who, according to Reuters, suspected the surveillance after finding her mobile phone number written on a US document, is said to have called for US surveillance to be placed on a new legal footing during a phone call to President Obama.

"The [German] federal government, as a close ally and partner of the US, expects in the future a clear contractual basis for the activity of the services and their co-operation," she told the president.

The leader of Germany's Green party, Katrin Goring-Eckhart, called the alleged spying an "unprecedented breach of trust" between the two countries.

Earlier in the week, Obama called the French president François Hollande in response to reports in Le Monde that the NSA accessed more than 70m phone records of French citizens in a single 30-day period, while earlier reports in Der Spiegel uncovered NSA activity against the offices and communications of senior officials of the European Union.

The European Commission, the executive body of the EU, this week backed proposals that could require US tech companies to seek permission before handing over EU citizens' data to US intelligence agencies, while the European parliament voted in favour of suspending a transatlantic bank data sharing agreement after Der Spiegel revealed the agency was monitoring the international bank transfer system Swift.

Wort.lu

Le scandale d'espionnage enfle, l'UE réclame «un code de bonne conduite»

Le 26.10.2013.

Le scandale de l'espionnage américain a continué à s'étendre vendredi et poussé les dirigeants européens, pour la plupart indignés, à demander à Washington de s'engager sur «un code de bonne conduite».

Dans un même mouvement, les 28 n'ont pas débloqué le projet de Viviane Reding visant à renforcer la protection des données privées face aux géants de l'Internet et aux services de renseignement.

(AFP) - De leur côté, l'Allemagne et le Brésil travaillent à la préparation d'une résolution à l'ONU sur la protection des libertés individuelles dans le contexte des révélations sur le

programme d'espionnage international des Etats-Unis, ont annoncé vendredi des diplomates onusiens.

Après la France et l'Allemagne, l'Espagne a annoncé vendredi la convocation de l'ambassadeur américain à Madrid pour lui demander des explications.

Cette décision du Premier ministre Mariano Rajoy fait suite à de nouvelles révélations de la presse indiquant que l'Agence nationale de sécurité américaine (NSA) aurait espionné des membres du gouvernement espagnol, dont son prédécesseur, José Luis Zapatero.

Un total de 35 dirigeants de la planète, dont la chancelière allemande, Angela Merkel, auraient été écoutés, a affirmé jeudi le quotidien britannique *The Guardian*.

Coïncidence ou pas, le site internet de la NSA est resté inaccessible plusieurs heures vendredi, alimentant les rumeurs sur une attaque informatique, démenties par un porte-parole qui a parlé d'erreur technique interne au cours d'une mise à jour.

Les services secrets américains ont par ailleurs été soupçonnés par la France d'être à l'origine d'une attaque informatique ayant visé en mai 2012 la présidence française, a dévoilé vendredi le quotidien français *Le Monde*.

Les Etats-Unis font état de «tensions considérables»

Ces révélations qui se succèdent depuis juin «ont créé des tensions considérables dans nos relations avec certains de nos partenaires étrangers les plus proches», a admis Lisa Monaco, la conseillère de Barack Obama pour la sécurité intérieure.

Mais, au delà des protestations, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE réunis à Bruxelles n'ont pris aucune mesure de rétorsion envers les Etats-Unis.

«Il ne s'agit pas de commencer à faire monter la pression inutilement» avec Washington, a déclaré le Premier ministre belge, Elio Di Rupo, en résumant l'état d'esprit général.

Les 28 ont donc affiché une unité de façade pour «prendre note» de l'initiative lancée par la France et l'Allemagne pour «engager des discussions bilatérales avec les Etats-Unis dans le but de trouver d'ici à la fin de l'année un accord sur leurs relations mutuelles dans ce domaine», selon le communiqué du sommet.

Juncker: ce qui est acceptable, ce qui ne l'est pas

«Nous allons essayer d'avoir un code de bonne conduite avec les Etats-Unis, sur ce qui est acceptable et sur ce qui ne l'est pas», a précisé le Premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker.

Dans leur texte commun, les Européens reconnaissent que «la collecte de renseignements constitue un élément essentiel de la lutte contre le terrorisme», la justification sans cesse mise en avant par Washington. Mais «un manque de confiance pourrait porter préjudice à la nécessaire coopération» dans ce domaine, préviennent-ils.

«Tout le monde peut comprendre que l'on prenne des mesures exceptionnelles tant les menaces terroristes sont importantes (...) mais nous ne sommes pas dans une situation où l'un doit espionner l'autre», a souligné M. Di Rupo.

Le président français François Hollande a pour sa part relevé qu'«on ne contrôle pas les portables des personnes que l'on rencontre dans les sommets internationaux».

Le dilemme des Européens

Le chef du gouvernement finlandais, Jyrki Katainen, a résumé le dilemme des Européens: «Nous devons à la fois préserver la relation transatlantique et affirmer que cela (l'espionnage) n'est pas acceptable».

Ils se sont ainsi refusés à envisager une éventuelle suspension des négociations de libre-échange qui viennent d'être lancées entre les deux blocs.

Plusieurs pays, comme la Grande-Bretagne ou l'Espagne, ont également décidé de ne pas froisser Washington en adhérant à l'initiative franco-allemande. L'Espagne reste un «partenaire et allié» des États-Unis, a affirmé M. Rajoy.

Pour sa part, le Premier ministre britannique, David Cameron, a refusé de commenter le scandale, insistant plutôt sur le fait que les questions de renseignement relevaient des compétences nationales et «non de l'UE».

Le projet de Viviane Reding retardé

La difficulté à faire front commun à 28 dans ce dossier est illustrée par le blocage, depuis des mois, d'un projet de la Commission européenne visant à renforcer la protection des données privées face aux géants de l'Internet et aux services de renseignement.

Alors que la commissaire européenne à la Justice, Viviane Reding, appelait à «passer aux actes» et adopter la réforme «d'ici au printemps 2014», les 28 ont décidé de «se donner une marge de manœuvre» jusqu'en 2015.

Le leader des socialistes au Parlement européen, l'Allemand Hannes Swoboda, a vigoureusement critiqué l'attitude des dirigeants de l'UE. Ces derniers «semblent uniquement préoccupés par les écoutes inacceptables de leur téléphone portable, laissant de côté la protection des données des 500 millions de citoyens européens», a-t-il dénoncé.

Hors Europe, le ministre mexicain des Affaires étrangères, José Antonio Meade, a convoqué jeudi pour la deuxième fois en deux mois l'ambassadeur des États-Unis à Mexico, Anthony Wayne «pour discuter du thème de l'espionnage supposé» de l'ex-président mexicain Felipe Calderon (2006-2012) et de l'actuel, Enrique Peña Nieto, a indiqué à l'AFP une source du ministère des Affaires étrangères.

De son côté, l'ex-numéro 2 de la CIA, Michael Morell, a jugé dans un entretien que les fuites dues à l'ex-consultant de la NSA Edward Snowden étaient «les plus graves» de l'histoire du renseignement américain».

Wort.lu

Amende record de 14 millions d'euros pour un trader

Publié le 24.10.13 14:30

En France, l'Autorité des marchés financiers (AMF) a prononcé ce jeudi une amende de 14 millions d'euros à l'encontre d'un trader libanais dans le cadre d'un délit d'initiés lors du rachat en 2008 de la société Geodis par la SNCF. C'est la plus grosse amende de son histoire.

(AFP) - Le gendarme français de la Bourse avait précédemment condamné le groupe de luxe LVMH à une amende de 8 millions d'euros, jusqu'alors la plus forte jamais prononcée.

La commission des sanctions, indépendante, qui est la seule à même de prononcer des amendes, a infligé «la plus grosse sanction pécuniaire depuis sa création», a précisé l'AMF dans un communiqué.

Un gain de six millions d'euros sur le délit d'initié

La sanction de 14 millions d'euros est prononcée à l'encontre de Joseph Raad, qualifié par l'AMF de «professionnel averti des marchés», à qui il est reproché d'avoir utilisé «l'information privilégiée relative au lancement d'une OPA de la SNCF sur Geodis, dont il a tiré profit», à hauteur d'un peu plus de 6 millions d'euros, selon le communiqué. Son cousin germain Charles Rosier, «managing director» au sein d'UBS, la banque d'affaires coprésentatrice de l'OPA sur la société Geodis, se voit infliger une amende de 400.000 euros «pour avoir transmis cette information».

Au terme d'une enquête ouverte le 21 avril 2008, le collège des représentants de l'AMF avait requis une amende de 1,5 million contre M. Rosier et «d'un montant minimum de 20 millions d'euros» contre M. Raad.

National News

Wort.lu

Le CSV reste le plus grand parti, le DP devient incontournable

Le 21.10.2013

Coalition à deux (CSV-DP) ou ménage à trois (LSAP-DP-Les Verts)? Ce sont les deux options qui étaient sur toutes les lèvres dimanche, au soir des élections législatives anticipées remportées, haut la main, par le CSV. En raflant 4 sièges, le DP se pose comme un partenaire de coalition incontournable.

(MF) - Si on garde les pieds sur terre, force est de constater après publication des résultats complets de ces élections législatives 2013 -dimanche soir vers minuit- que le CSV reste, et de loin, le plus grand parti politique au Luxembourg. Mais le grand gagnant de la soirée électorale, est le DP.

Le parti chrétien-social emmené par Jean-Claude Juncker, très satisfait du résultat global, a perdu 3 sièges dimanche mais occupera au final 23 sièges à la Chambre des députés qui en compte 60.

Le parti de Xavier Bettel, le fort "sympathique" président du DP, rafle 4 sièges supplémentaires! Une belle progression saluée de tous bords qui lui permet de "bleuir" le Parlement avec 13 sièges.

Ce qui a d'ores et déjà fait dire à Xavier Bettel, qu' "on ne peut pas passer à côté d'une coalition avec le DP".

Mais Xavier Bettel n'est pas disposé à jouer les seconds rôles. Il a déjà prévenu: Si le DP devait endosser le rôle de "junior partner" au sein d'une coalition, lui resterait bourgmestre de Luxembourg.

Le LSAP, partenaire de coalition du CSV jusqu'ici, ne perd, ni ne gagne de siège. Mais il se retrouve avec 13 sièges au parlement... comme le DP.

Ce qui rend toujours la "coalition à trois" -envisagée par les socialistes mais toujours exclue par le CSV- mathématiquement réalisable, dimanche soir.

Sur le papier les 32 sièges additionnées par le LSAP (13 sièges), le DP (13 sièges) et Déi Gréng (6 sièges) tiennent la route mais apparaissent comme une majorité fragile. Une coalition CSV-DP, en revanche, cumulerait une majorité parlementaire plus confortable avec 36 sièges.

Les Verts ne se considèrent pas comme perdants mais ont, dans les faits, perdu 1 siège au Parlement. Un siège perdu dans la circonscription du Centre.

Déi Lénk sont les autres gagnants de la soirée puisqu'ils doublent leur nombre de sièges: Justin Turpel sera désormais aux côtés de Serge Urbany qui n'a pas boudé son plaisir hier soir lorsqu'il était de passage aux micros de *wort.lu* et de *RTL* à Luxexpo.

L'ADR, enfin passe de 4 sièges en 2009 à 3 cette fois. Mais son président, Jean Schoos, parle de victoire puisqu'en janvier, le parti s'était retrouvé avec deux députés au parlement suite à deux démissions.

Wort.lu

Vers une coalition à trois... sans le CSV

Le 21.10.2013

Le Luxembourg sera-t-il bientôt dirigé par une coalition DP/LSAP/Verts? Xavier Bettel (DP) et Etienne Schneider (LSAP) ont reçu, lundi soir, l'aval de leurs comités directeurs pour entamer des discussions permettant de former un gouvernement à trois.

(MF) - "Nous ne sommes pas encore mariés!" a prudemment lancé Xavier Bettel, la tête de liste du DP, au micro de *RTL*, lundi soir, à l'issue du comité directeur du parti libéral qui s'est déroulé à Hesperange.

Ce dernier a clairement donné à Xavier Bettel, le feu vert pour entamer dès mardi - le rendez-vous est déjà fixé pour l'après-midi - des négociations avec les socialistes et les Verts dans le but de former une coalition à trois.

Xavier Bettel ne s'enflamme pas pour autant. Il a eu ce lundi soir, "un mandat pour mener les premières discussions" et voir si un accord est possible avec Déi Gréng et le LSAP mais "ne brûlons pas les étapes", pose-t-il.

Il dévoile pourtant ses intentions en lançant avec une certaine conviction: "Le statut quo que nous avons eu Luxembourg doit s'arrêter".

Claude Meisch: "Nous avons discuté pendant plus d'une heure et demie. Ce n'était pas une discussion facile et le vote ne s'est pas fait à l'unanimité." (3/4 pour, 1/4 contre)

Le président du groupe parlementaire du DP a encore insisté pour souligner le point le plus important aux yeux des libéraux: "rééquilibrer les finances publiques, telle est notre priorité absolue."

Si l'entente à trois s'avérait réaliste, elle créerait effectivement une coalition gouvernementale inédite au Luxembourg ! Le CSV serait pour la deuxième fois seulement, depuis l'après-guerre, écarté du pouvoir. C'était déjà le cas entre 1974 et 1979. Mais pour l'heure, rien n'est fait.

Wort.lu

Georges Ravarani a été nommé informateur

Le 23.10.2013

Le grand-duc Henri a nommé un informateur.

Dans le cadre de ses opérations de consultation et de sondage, le Grand-Duc a reçu en audience tous les présidents des partis politiques durant la journée de mardi ainsi que le Premier Ministre sortant, Jean-Claude Juncker.

A l'issue de ces entrevues, le Grand-Duc vient de nommer Georges Ravarani, président de la Cour Administrative, informateur dans le cadre de la formation du nouveau Gouvernement.

Pour rappel, l'informateur est censé mener des discussions avec tous les partenaires de coalitions possibles.

Il doit de sonder en quelque sorte le terrain et en référer ensuite au Grand-Duc qui décidera alors de nommer un formateur.

Wort.lu

Xavier Bettel est chargé de former le nouveau gouvernement

Le 25.10.2013

Xavier Bettel a officiellement été nommé vendredi, formateur du futur gouvernement, par le grand-duc Henri. Feu vert donc pour le président du DP pour former un gouvernement tricolore (bleu-rouge-vert) inédit au Luxembourg.

(MF / Ch.L) - Convoqué pour la seconde fois cette semaine au Palais grand-ducal, Xavier Bettel a été reçu en audience vendredi à 14 heures par le Grand-Duc qui l'a nommé formateur, comme cela était attendu depuis l'annonce du rendez-vous jeudi par le Maréchalat de la Cour.

Xavier Bettel est sorti à 14 h 38 par la grande porte du palais -devant laquelle toute la presse luxembourgeoise faisait le pied de grue- en annonçant: "Le Grand-Duc m'a nommé formateur. On a parlé de la situation politique, économique mais aussi sociale du pays".

Xavier Bettel annonce que les négociations pour le futur programme de la coalition démarreront "ce mardi à 9 heures au ministère des Affaires étrangères".

"Lundi ce n'est pas possible car un ancien député socialiste (Mathias Greisch, dit Metty ndlr) va être enterré", a précisé le leader du DP.

Le formateur pense que le nouveau gouvernement sera sur pied "d'ici la fin novembre au plus tard début décembre".

"Il faut savoir qu'à la mi-décembre nous avons un sommet très important à Bruxelles sur l'avenir de la place financière luxembourgeoise", a-t-il expliqué.

Bettel espère que "le CSV sera un opposant fairplay"

Interrogé sur ses regrets de ne pas avoir cherché à discuter avec le CSV, Xavier Bettel répond: "Si on veut un autre style politique, c'est délicat de continuer avec ceux qui étaient pendant des années et des années au pouvoir et de proposer une alternative avec eux".

Le président du DP "espère que le CSV sera dans une opposition fairplay et constructive et non destructive". Le formateur précise que "ce que je discute avec le Grand-Duc se passe entre lui et moi. Nous n'avons pas perdu temps à discuter d'autres partis".

En ce qui concerne son remplaçant à la tête de la Ville de Luxembourg, l'actuel bourgmestre a souligné uniquement: "je confirme que ce sera une dame". Il est fort à parier que "cette dame" n'est autre que Lydie Polfer, ancienne bourgmestre de la Capitale de 1982 à 1999.

Les négociations sérieuses commencent

La coalition aux couleurs de la Gambie qui doit allier, pour la première fois dans l'histoire politique luxembourgeoise, trois partis -le DP, le LSAP et les Verts- entre à présent dans le vif du sujet.

Après l'aval quasi-unanime donné mercredi soir par les trois comités directeurs de partis pour entamer des négociations en vue de former la coalition, l'entente de principe va se poursuivre à présent à la table des négociations en vue de s'accorder sur un programme gouvernemental commun- tâche ardue à trois partis- et de former un nouveau gouvernement.

Rappelons que la formation du gouvernement sortant, CSV-LSAP, avait duré 46 jours en 2009.

Wort.lu

Formation du gouvernement: "Un bon climat de travail"

Le 29.10.2013

Ce mardi, les délégations du DP, du LSAP et de Déi Gréng ont entendu les rapports d'experts sur la situation des finances publiques. Ces réunions ont eu lieu dans "un bon climat de travail", selon le formateur Xavier Bettel.

(SK) - Les négociations de coalition ont officiellement commencé ce mardi entre le DP, le LSAP et Déi Gréng. Les finances publiques étant pour ces trois partis un des principaux défis que le nouveau gouvernement aura à relever, ses futurs membres ont convoqué pendant deux jours des experts pour les aider à y voir plus clair.

A l'issue d'une première journée de travail qui s'est terminée à 17h45 ce mardi, le formateur Xavier Bettel a souligné "le bon climat de travail".

En revanche, Xavier Bettel a indiqué que le Luxembourg n'était pas prêt à sortir de la crise.

"Je suis très satisfait du déroulement de la journée. Elle a été instructive et constructive. La collaboration entre les partis a été très bonne", a noté le formateur, "Nous sommes contents de la disponibilité des administrations."

En outre, les délégations ont décidé de procéder à douze séances plénières avant le 29 novembre. Huit groupes de travail vont être mis en place afin de couvrir tous les thèmes de la politique.

Le nouveau gouvernement devrait être en place à la mi-décembre, à moins que les délégations ne décident de prendre leur temps pour bien faire les choses, comme l'ont suggéré certains membres des délégations.

Les groupes de travail en détail

- Finances et place financière
- Economie, compétitivité, emploi, tourisme, énergie, classes moyennes, recherche
- Politique sociale, famille, santé égalité des chances, besoins spécifiques
- Education, culture, sport, accompagnement des enfants, éducation supérieure
- Etat, institutions, justice, réforme de la fonction publique, procédures, protection des données, cultes
- Développement durable, infrastructures, transports, protection des consommateurs, agriculture
- Logement, communes, Grande-Région, police, services de secours
- Politique internationale, Europe, défense, aide au développement, immigration

Wort.lu

Le ministère valide le PAG de Mamer, Gilles Roth hors de cause

Publié le 24.10.13 11:53

Le député-maire de Mamer, Gilles Roth, peut souffler. Le ministère de l'Intérieur écarte un conflit d'intérêts et valide l'intégralité du Plan d'aménagement général (PAG).

(MF avec na) - Le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Halsdorf, a validé mardi le PAG de Mamer -il était reproché au conseil échevinal de rendre trop de terrains constructibles d'un

seul coup- et a mis hors de cause le député-maire de Mamer, Gilles Roth, à qui était reproché un conflit d'intérêts. Au final, le ministère juge que tout s'est passé dans les règles.

Quelques jours avant les élections législatives anticipées, un article paru dans la presse faisait état d'un conflit d'intérêts impliquant directement le député-maire. On pouvait y lire qu'un champ jouxtant la propriété de Gilles Roth ne pouvait être constructible car le bourgmestre l'avait fait classer comme terre agricole dans le PAG.

Avait alors été posée la question de savoir si, conformément à l'article 20 de la loi communale, le bourgmestre pouvait prendre part au vote sur le PAG. "Oui", il peut, a répondu le ministre l'Intérieur.

Et pour cause, un conflit d'intérêts ne survient que lorsqu'existe "un intérêt matériel, direct et personnel". Mais dans ce cas, aucun intérêt matériel ne peut être prouvé.

La station d'épuration est suffisamment grande

Quant à la surface englobée par le PAG, le ministère de l'Intérieur retient que le conseil communal l'a considérablement réduite.

Des 85 nouveaux hectares potentiellement constructibles prévus dans le plan initial, seuls 31 figurent encore à ce jour dans le PAG.

22 autres hectares entrent dans une "zone différée" et pourront devenir constructibles à l'échéance 2017, le temps d'adapter les infrastructures, comme par exemple la station d'épuration, à l'augmentation de la population à Mamer, explique le ministère.

Reste que Mamer est la première commune à avoir ficelé un PAG selon la nouvelle procédure d'aménagement communale.